

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
EN SUISSE



البعثة الدائمة
لدى مكتب الأمم المتحدة
والمنظمات الدولية بسويسرا

MPAG/N° 77 /10

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments au Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme et en réponse à Sa note verbale datée du 17 décembre 2011, a l'honneur de lui transmettre, ci-joint, les réponses du Gouvernement algérien au questionnaire relatif aux ajustements des dépenses publiques et l'impact de la réduction des dépenses publiques sur la jouissance des droits de l'Homme des personnes qui vivent en situation d'extrême pauvreté.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire saisit cette occasion pour renouveler au Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 09 février 2010.

Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'homme/
Expert indépendant sur les questions
des droits de l'Homme et l'extrême pauvreté
UNOG- OHCHR
CH- 1211 Genève 10

OHCHR REGISTRY

10 FEB. 2011

Recipients :.....SPD.....

.....
.....
.....

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE



Réponses du Gouvernement algérien au questionnaire de l'Experte indépendante sur la question des droits de l'Homme et de l'extrême pauvreté au sujet de l'impact de la réduction des dépenses publiques sur la jouissance des droits de l'Homme des personnes vivant dans une situation d'extrême pauvreté

27 janvier 2011

Les retombées de la crise économique mondiale en Algérie, dont la place bancaire n'a pas enregistré de pertes financières du fait qu'elle ne soit pas connectée au marché financier international, se sont matérialisées principalement par une chute importante des recettes d'exportation des hydrocarbures et des recettes de la fiscalité pétrolière qui représentent respectivement 98% des exportations totales et 60% des recettes budgétaires de l'Etat.

En dépit de cette situation, le Gouvernement algérien n'a pas adopté de politiques budgétaires restrictives et n'a pas réduit ses dépenses publiques. Au contraire, il a procédé à la poursuite des programmes de développement à moyen terme (2005-2009) à travers l'exécution du programme complémentaire de soutien à la croissance économique (PCSC) et des deux programmes régionaux pour le développement des régions des hauts plateaux et du Sud.

Ces programmes comportent :

1) des objectifs qualitatifs majeurs :

- réduction de la pauvreté,
- création d'emplois,
- maintien des équilibres régionaux ; et
- revitalisation des espaces ruraux

2) des objectifs opérationnels :

- stimulation de la demande ;
- soutien aux petites et moyennes entreprises et aux micro-entreprises dans l'agriculture et les autres activités locales ; et
- réhabilitation des infrastructures de base

Les instruments choisis incluraient des projets d'investissement destinés au renforcement des services publics dans les domaines de l'hydraulique, des transports et des infrastructures et à l'amélioration du cadre de vie, au développement local et au développement des ressources humaines. Le montant global de ces programmes s'élève à 248 milliards USD.

Pour la période 2010-2014, un autre programme d'investissements publics, dont le montant s'élève à 286 milliards USD, a été engagé ; ce programme réserve 40% de ses ressources à l'amélioration du développement humain avec notamment :

- près de 5000 établissements pour l'éducation nationale (dont 1000 collèges et 850 lycées), 600.000 places pédagogiques universitaires et

- 400.000 places d'hébergement pour les étudiants et plus de 300 établissements de formation professionnelle ;
- plus de 1500 infrastructures de santé, dont 172 hôpitaux, 45 complexes spécialisés de santé et 377 polycliniques, ce à quoi s'ajoute plus de 70 établissements spécialisés au bénéfice des handicapés ;
- deux millions de logements, dont 1,2 million seront livrés durant le quinquennat (2010-2014), le reste devant être mis en chantier avant la fin de l'année 2014 ;
- le raccordement d'un million de foyers au réseau de gaz naturel et l'alimentation de 220.000 foyers ruraux en électricité ;
- l'amélioration de l'alimentation en eau potable, notamment avec la réalisation de 35 barrages et de 25 systèmes de transfert d'eau 7, et l'achèvement de toutes les stations de dessalement d'eau de mer en chantier ;
- plus de 5000 infrastructures pour la jeunesse, dont 80 stades, 160 salles polyvalentes, 400 piscines et plus de 200 auberges et maisons de jeunes ;

il y a lieu d'indiquer également que l'exécution de ces programmes n'a été rendue possible que grâce à une situation macroéconomique stabilisée, caractérisée par une évolution positive de ses principaux indicateurs économiques et financiers, à une constitution d'une forte épargne publique, lisible à travers les Fonds de régulation des recettes (FRR) estimés aujourd'hui à 67 milliards USD et grâce à une reconstitution des réserves officielles de change, dont le niveau se situe, actuellement à plus de 150 milliards USD, représentant ainsi une capacité d'importation de biens et de services de près de 3 années.

Cette démarche de développement suivie par l'Etat algérien qui intègre significativement la dimension sociale, s'est traduite à travers les transferts sociaux qui s'effectuent sous formes : d'aide sociale, d'équipements sociaux collectifs au profit des populations les plus défavorisées, d'exonération d'impôts sur les revenus les plus faibles ou de soutien des prix de certains produits et services de base (blé, poudre de lait, électricité dans les régions du Sud, eau et gaz dans les régions des hauts plateaux). La loi de finances pour l'année 2011 a élargi le soutien des prix au gaz dans les régions des hauts plateaux pour les ménages dont le revenu est égal ou inférieur au salaire minimum garanti.

Le soutien des prix sera élargi, au cours de l'année 2011, à de nouveaux produits alimentaires de base importés, dont les prix internationaux affichent une forte tendance à la hausse.

L'analyse macro financière de ces transferts sociaux montre que les dépenses sociales ont connu entre 1999 et 2009 une évolution à la hausse de l'ordre de 18% en moyenne annuelle passant de 254,204 milliards de dinars en 1999 à 1213 milliards de dinars en 2009.

Les dépenses sociales consenties par l'Etat en faveur des catégories défavorisées représentent près de 12% du produit intérieur brut (PIB) et représentent également 23% du budget global de l'Etat (BGE)¹.

En définitive, il est à noter que la politique budgétaire prudente adoptée par l'Algérie, à travers notamment, la sécurisation de ses dépenses publiques et le paiement par anticipation de sa dette extérieure, combinés à la reconstitution des réserves de change, ont permis l'absorption du choc de la crise financière et économique internationale sur l'économie nationale.

La reconstitution d'une épargne publique forte et de réserves officielles de changes confortables a permis au Gouvernement algérien de poursuivre ses actions économiques et sociales sans restriction budgétaire sur le moyen terme.

¹ Voir tableaux en annexe

Annexe :**I. évolution des transferts sociaux en provenance du budget de l'Etat
(en millions de dinars algériens)**

années	type de transferts	1999	2007	2008	2009	2010*
	Habitat	60369	251061	285784	195620	323317
	Soutien aux familles	53749	206109	402005	458933	317859
	Soutien aux retraités	14450	99812	115745	154447	144030
	Santé	31495	108122	151732	176948	189851
	Soutien aux démunis	31298	83227	100517	115326	128758
	Total des transferts	254204	838947	1164067	1212558	1227585
	Taux de variation		34,15	38,75	4,17	1,24

II. évolution du budget global de l'Etat (en milliards de dinars algériens)

années		1999	2007	2008	2009	2010*
	BGE	961,682	3946,7	4882,2	5474,6	6468,86
	PIB	3238,1	9408,3	10993,8	10211,0	11092,0
	Total des transferts	254,204	838,947	1164,067	1212,558	1227,585
	Transferts/PIB (%)	7,85	8,92	10,59	11,08	10,69
	Transferts/BGE (%)	26,43	21,26	23,84	22,15	18,98

**III. évolution détaillée des transferts destinés au soutien aux familles
(en millions de dinars algériens)**

années	type de soutien	1999	2007	2008	2009	2010*
	Allocations familiales	36616	47537	40501	43746	43658
	Education	10823	62062	75055	78359	87603
	Electricité	6310	65310	102049	144605	90447
	Soutiens aux prix	0	31200	184400	192223	96151
	total	53749	206109	402005	458933	317859

* prévisions de loi de finances complémentaires 2010